

PAS DE PLANÈTE, PAS DE G7 !

LE CLIMAT N'ATTEND PAS

POURQUOI LES PAYS DOIVENT S'ENGAGER AU G7?

En août 2019, la France accueillera à Biarritz le sommet du G7. Ce forum regroupe sept pays (l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume Uni, ainsi que l'Union européenne) parmi les plus riches, les plus développés... mais aussi les plus pollués de la planète. Historiquement, ces pays ont largement contribué au dérèglement climatique. Ils ont donc la responsabilité d'agir pour enrayer cette crise. De plus, ils ont tous les moyens (financiers, humains, techniques ...) pour réaliser leur part de l'effort. Bien sûr, le G7 ne remplace pas l'ONU, qui reste l'espace le plus légitime pour rassembler tous les pays autour de la coopération internationale sur le climat. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour ignorer les questions climatiques lorsque les pays du G7 se réunissent.

POURQUOI MAINTENANT ?

Dans son dernier rapport, le GIEC a démontré qu'il reste au mieux 10 ans pour agir et limiter le réchauffement global à 1,5° C, un niveau de réchauffement qui éviterait les impacts les plus dramatiques. Partout dans le monde, les citoyens appellent les gouvernements à prendre conscience de cette urgence et à accélérer sans attendre les actions de lutte contre le dérèglement climatique. Le G7 est l'occasion pour ses pays membres de répondre à cet appel, quelques semaines avant un sommet spécial sur le climat organisé par l'ONU. C'est aussi la dernière occasion de progresser avant 2020, car le G7 sera présidé l'année prochaine par les États-Unis de Donald Trump, qui nie la science et la réalité du dérèglement climatique.

QUEL EST LE RÔLE DE LA FRANCE EN TANT QU'HÔTE DU SOMMET ?

La France préside le sommet en 2019. Cela veut dire qu'elle a la responsabilité de guider les discussions et d'insuffler une dynamique parmi les autres pays du G7. Officiellement, Emmanuel Macron a fait du dérèglement climatique, source de nombreuses inégalités, une des priorités pour son G7. Mais tant que la France ne redressera pas sérieusement la barre de sa politique climatique et énergétique au niveau national, Emmanuel Macron ne sera pas en mesure d'apparaître comme un "champion du climat" et d'inciter ses homologues à accélérer leurs propres actions.

QU'ATTENDRE DES PAYS DU G7 ?

FAIRE LEUR JUSTE PART DE L'EFFORT POUR LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT À 1,5°C



10
MILLIARDS
DE TONNES
DE CO₂

C'EST CE QU'ONT
ÉMIS LES PAYS DU G7
EN 2016, SOIT 19,4 %
DES ÉMISSIONS
MONDIALES.

Les pays membres du G7 font partie des 20 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre de la planète. En 2016, ils ont émis l'équivalent de 10 milliards de tonnes de CO₂eq dans l'atmosphère. Pourtant, les pays du G7 sont loin de prendre les devants pour accélérer leurs actions de lutte contre le dérèglement climatique. À la COP21, ils ont tous adopté des objectifs climatiques jugés insuffisants, qui nous conduiraient d'ici à la fin du siècle vers un réchauffement compris entre +3 et +4°C. D'ici à 2020, ces pays ont donc la responsabilité de changer drastiquement de cap. C'est une question de justice climatique et d'équité.

CONCRÈTEMENT, QUE DOIVENT-ILS FAIRE AVANT 2020 ?

Revoir à la hausse leurs objectifs nationaux de baisse des émissions de gaz à effet de serre fixés pour 2030. C'est le seul moyen pour se donner une chance de limiter le réchauffement global à 1,5°C.

ET AUSSI

- Réduire dès maintenant les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs les plus polluants de l'énergie, des transports, de l'agriculture. Appliquer les mesures de sobriété, d'efficacité énergétique et de transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables qui permettront d'atteindre les objectifs fixés pour 2030.
- Élaborer avant 2020 des stratégies de développement bas carbone pour atteindre zéro émissions nettes avant 2050.

DÉFENDRE UNE TRANSITION QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ



18
MILLIONS
D'EMPLOIS

DE QUALITÉ PEUVENT
ÊTRE CRÉÉS D'ICI
À 2030, GRÂCE À
DES POLITIQUES DE
TRANSITION JUSTE.

Les pays membres du G7 doivent apporter une attention particulière aux populations très vulnérables, comme les jeunes, les femmes, les ménages en difficulté ou les travailleurs qui pourraient être touchés par le dérèglement climatique ou affectés négativement par des politiques de transition. En effet, la transition peut créer des millions d'emplois dans le monde (18 millions d'ici à 2030, selon ILO), mais elle en détruira également : il faut donc accompagner les travailleurs et soutenir la création de nouveaux emplois. De même, il est indispensable de compenser les potentiels effets négatifs d'une fiscalité écologique plus ambitieuse pour les ménages vulnérables, afin de rendre la transition juste et acceptable socialement.

CONCRÈTEMENT, QUE DOIVENT-ILS FAIRE ?

S'engager à sortir du charbon au plus tard en 2030 et mettre en oeuvre des mesures pour accompagner la reconversion des personnes travaillant dans cette filière. En France, la fermeture des dernières centrales à charbon doit intervenir d'ici à 2022.

ET AUSSI

- Promouvoir des politiques climatiques favorisant l'égalité femmes-hommes, respectant les droits humains et les populations autochtones, par exemple en augmentant les financements de projets climatiques qui promeuvent aussi l'égalité femmes-hommes.
- Faire en sorte que les accords commerciaux bilatéraux n'impactent pas le droit des populations à un environnement et un climat sain, en s'engageant à suspendre ces accords si les pays qui y adhèrent ne respectent pas leurs engagements climatiques et l'accord de Paris.

MOBILISER LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA TRANSITION, AU NORD ET AU SUD



100

MILLIARDS DE DOLLARS

C'EST LE MONTANT DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES ACCORDÉES PAR LES PAYS DU G7 EN 2015 ET 2016, ET L'OBJECTIF DE FINANCEMENTS CLIMATIQUES POUR 2020 QUE LES PAYS RICHES N'ONT PAS ENCORE ATTEINT.

Pour se donner les moyens d'amplifier les actions de lutte contre le dérèglement climatique, les ressources financières sont indispensables. Sur ce front, les pays du G7 sont loin de faire carton plein. À l'échelle nationale, ils continuent de financer les énergies fossiles, à l'origine de la crise climatique. En 2015 et 2016, 100 milliards de dollars d'argent public ont subventionné le charbon, le pétrole et le gaz dans ces pays. 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, c'est aussi la promesse financière qu'ont pris les pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud, et qui n'est toujours pas atteinte. Les financements pour l'adaptation sont particulièrement insuffisants par rapport aux besoins croissants dans les pays en développement. Les pays du G7 doivent donc rediriger massivement les flux financiers vers la transition énergétique et augmenter leurs soutiens aux populations les plus pauvres, notamment pour les aider à s'adapter aux impacts qu'elles subissent.

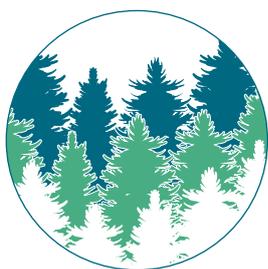
CONCRÈTEMENT, QUE DOIVENT-ILS FAIRE ?

- **Concrétiser enfin la promesse de mettre un terme aux subventions publiques aux énergies fossiles - charbon, pétrole, gaz - au plus tard en 2025 en adoptant dès cette année des feuilles de route qui indiquent les étapes à suivre pour atteindre cet objectif. La France doit être exemplaire en atteignant cet objectif en 2022.**
- **Doubler (au moins) les contributions individuelles de chaque pays du G7 pour le Fonds Vert pour le climat. L'Allemagne a déjà doublé sa contribution. En France, cela reviendrait à fournir 2 milliards de dollars sur 4 ans et uniquement sous forme de dons.**

ET AUSSI

Pousser les autres acteurs de la finance à rendre leurs activités compatibles avec l'accord de Paris. Par exemple, adopter une loi pour obliger les acteurs privés à être transparents sur la manière dont leurs activités sont exposées aux risques climatiques, ou demander aux banques bilatérales et multilatérales de développement d'aligner leurs activités avec une trajectoire compatible avec l'objectif de 1,5°C.

PROTÉGER NOS OCÉANS ET NOS FORÊTS



ENTRE
12
ET
15%

LA DÉFORESTATION
ENTRAÎNE ENTRE
12 ET 15 % DES
ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE
DANS LE MONDE.

Les océans et les forêts sont des écosystèmes dont la biodiversité est très riche mais également très fragile. Ces milieux sont d'ores et déjà gravement affectés par le dérèglement climatique (acidification et réchauffement des océans, sécheresses et feux de forêts...). Mais ils sont également une partie de la solution, car ils forment des puits de carbone, qui absorbent une partie du CO₂ présent dans l'atmosphère. Ainsi, il est indispensable de préserver ces puits et de limiter leur dégradation dans le temps. Les pays du G7, signataires de conventions internationales sur la question, ont un rôle clé à jouer pour protéger nos océans et nos forêts.

CONCRÈTEMENT, QUE DOIVENT-ILS FAIRE ?

Adopter des lois nationales contraignantes pour combattre la déforestation, y compris la déforestation importée (c'est-à-dire l'importation de biens induisant de la déforestation, comme l'huile de palme) et restaurer les forêts et autres écosystèmes dégradés.

ET AUSSI

- Promouvoir collectivement la création et la mise en oeuvre d'aires protégées dans les eaux internationales et adopter un Traité Mondial de l'Océan à l'ONU.
- S'engager à réduire drastiquement, par des mesures contraignantes, la consommation de biens à usage unique, comme les produits papiers jetables, qui entraînent de la déforestation.

CONTACT :
LUCILE.DUFOUR@RESEUACTIONCLIMAT.ORG
WWW.RESEUACTIONCLIMAT.ORG

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques

